

**Consultation régionale de la CEDEAO :
« L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE, DE L'ORDRE CONSTITUTIONNEL
ET DE LA BONNE GOUVERNANCE ».**

Date & lieu : du 24 au 26 septembre 2025 – Accra, Ghana

RAPPORT

Table des matières

| | |
|---|----------|
| 1. CONTEXTE ET OBJECTIFS | 4 |
| 2. PARTICIPANTS ET STRUCTURE DES TRAVAUX..... | 4 |
| 3. DÉBATS ET CONTRIBUTIONS MAJEURES | 4 |
| a) Le défi des pays de l'AES (Mali, Burkina Faso, Niger) | 4 |
| b) Renforcer la légitimité citoyenne : vers une « CEDEAO des peuples » | 5 |
| c) Les instruments démocratiques à consolider | 5 |
| 4. RECOMMANDATIONS PHARES | 5 |
| a) Gouvernance démocratique et État de droit..... | 5 |
| b) Inclusion et représentation..... | 5 |
| c) Mécanismes de suivi et de redevabilité | 6 |
| d) Approche stratégique et pragmatique..... | 6 |
| 5. PANEL SPÉCIAL : « TERM LIMITS, TENURE ELONGATION AND CONSTITUTIONAL MANIPULATION »..... | 6 |
| Recommandations du panel : | 6 |
| 6. CONCLUSION ET PERSPECTIVES | 6 |
| Prochaines étapes : | 6 |



1. CONTEXTE ET OBJECTIFS

La Commission de la CEDEAO a organisé une consultation régionale de trois jours à Accra, au Ghana, du 24 au 26 septembre 2025. Cette réunion s'inscrit dans le cadre des préparatifs du **Sommet extraordinaire sur l'avenir de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest**, décidé lors de la 65^e Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement (Abuja, juillet 2024).

Objectif principal :

offrir un espace de dialogue direct et franc sur l'avenir de l'intégration communautaire, en se concentrant sur les thèmes de **la démocratie, de l'ordre constitutionnel et de la bonne gouvernance**.

Produit attendu : un document final intitulé « **Un Pacte pour l'Avenir de l'Intégration Régionale dans la CEDEAO** », qui sera soumis aux Chefs d'État.

2. PARTICIPANTS ET STRUCTURE DES TRAVAUX

Participants :

- Représentants des États membres, de la société civile, d'organisations de jeunesse et de femmes, d'institutions académiques et de think tanks.
- Experts en gouvernance, droits de l'homme et intégration régionale.
- Membres du réseau **WADEMOS** (West Africa Democracy Solidarity) et d'autres plateformes citoyennes.

Structure :

- Séances plénières et travaux en groupes thématiques.
- Panel spécial sur « **Term Limits, Tenure Elongation and Constitutional Manipulation** », animé par MM. Souleymane Ouédraogo, Kaphalo Segorbah Silwé et Roland Kouassi Amoussouga Géro.
- Présentation de données d'opinion (Afrobarometer) et d'analyses politiques.

3. DÉBATS ET CONTRIBUTIONS MAJEURES

a) Le défi des pays de l'AES (Mali, Burkina Faso, Niger)

- Les participants ont reconnu que le retrait de ces trois pays constitue **un choc sans précédent**, mais aussi une opportunité de réévaluation des instruments de la CEDEAO.
- Il a été souligné que la réponse ne doit pas être uniquement punitive, mais **pragmatique et inclusive**, préservant les acquis de l'intégration, notamment la libre circulation.
- L'annonce d'arrangements transitoires pour les citoyens de l'AES est saluée comme un premier pas, mais doit s'inscrire dans un **dialogue continu** sur les enjeux communs (sécurité, terrorisme).

b) Renforcer la légitimité citoyenne : vers une « CEDEAO des peuples »

- Un constat fort : la CEDEAO est perçue comme éloignée des préoccupations des citoyens, notamment des jeunes.
- Recommandations :
 - **Institutionnaliser une plateforme régionale d'engagement civique des jeunes.**
 - Financer des programmes d'éducation à la démocratie et aux valeurs communautaires.
 - Associer davantage la société civile au suivi des politiques publiques.

c) Les instruments démocratiques à consolider

- Les discussions ont mis l'accent sur la nécessité de **renforcer le Parlement de la CEDEAO** :
 - Accroître ses prérogatives législatives et de contrôle.
 - Instaurer une procédure de co-décision sur les textes relatifs aux droits de l'homme, au marché unique et à la libre circulation.
 - Lui donner un droit de regard sur le budget communautaire.
- Appel à **opérationnaliser les cadres existants** pour l'inclusion des femmes et des jeunes :
 - Conditionner l'accès aux fonds communautaires au respect de quotas de représentation.
 - Créer un observatoire régional sur la participation politique des femmes.
 - Élargir les programmes de bourses et créer un **Corps des Volontaires Communautaires** pour les jeunes.

4. RECOMMANDATIONS PHARES

a) Gouvernance démocratique et État de droit

- Appliquer **strictement et automatiquement** le Protocole sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance en cas de modification inconstitutionnelle des mandats.
- Renforcer l'autonomie et les ressources de la **Division Élections** de la CEDEAO pour produire des rapports d'observation électorale indépendants.
- Créer un « **Observatoire des Processus Constitutionnels** » chargé d'émettre des avis publics avant toute révision constitutionnelle.

b) Inclusion et représentation

- Donner plus de pouvoir aux institutions représentatives (Parlement, ECOSOCC).
- Impliquer systématiquement les organisations de la société civile, les jeunes et les femmes dans l'élaboration et le suivi des politiques.
- Publier un **Indice de Performance de l'Intégration** évaluant annuellement chaque État membre.

c) Mécanismes de suivi et de redevabilité

- Promouvoir l'accès des citoyens et des ONG à la **Cour de Justice de la CEDEAO**.
- Renforcer les systèmes d'information régionaux (ex. : ECRIMS) pour un suivi basé sur des données fiables.
- Rendre publics les rapports d'observation électorale et les avis des organes indépendants.

d) Approche stratégique et pragmatique

- Prioriser le **dialogue** avec l'AES sur des enjeux communs (sécurité, libre circulation).
- Adopter une **approche contextuelle et localisée** des politiques de gouvernance.
- Coordonner les actions avec l'Union africaine et les partenaires internationaux.

5. PANEL SPÉCIAL : « TERM LIMITS, TENURE ELONGATION AND CONSTITUTIONAL MANIPULATION »

Animé par **Kaphalo Segorbah Silwé**, ce panel a présenté des données Afrobarometer éloquentes :

- 79 % des Ouest-Africains soutiennent la limitation des mandats présidentiels à deux.
- Seulement 39 % font confiance à leur commission électorale nationale.
- 85 % des Maliens approuvent une intervention militaire en cas d'abus de pouvoir par les dirigeants.

Recommandations du panel :

- Sanctions **automatiques et progressives** en cas de franchissement de « lignes rouges » constitutionnelles.
- Soutenir les **plateformes citoyennes de monitoring** et les campagnes d'éducation civique.
- Harmoniser les actions avec l'UA et les bailleurs de fonds.

6. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

La consultation d'Accra a souligné **l'urgence d'une refonte du contrat social** entre la CEDEAO et ses citoyens. Les participants ont appelé à une organisation **plus inclusive, représentative et redevable**.

Prochaines étapes :

- Finalisation du **Pacte pour l'Avenir de l'Intégration Régionale**.
- Présentation des recommandations au **Sommet extraordinaire des Chefs d'État**.
- Mise en place d'un mécanisme de suivi impliquant la société civile.

Date : 27 septembre 2025

Contact CEDEAO : M. Ebenezer Asiedu – easiedu@ecowas.int